

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Réouverture des lieux de culte : l

LES églises, temples et autres "assemblées" ne devraient pas rouvrir leurs portes le 25 du mois en cours, tel que souhaité par certains responsables religieux. Tant les plus hautes autorités de l'État, guidées par le souci de contenir la pandémie, n'entendent pas fléchir sur la date du 30 octobre, proposée par le gouvernement.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

FORT de son bon droit et mettant en avant le principe de précaution lié à la situation sanitaire actuelle, l'Exécutif n'entend pas du tout revenir sur la décision de rouvrir les lieux de culte le 30 octobre prochain. D'autant qu'un rétro-pédalage de sa part aurait été diversement apprécié et interprété. Cela aurait été, de toute évidence, un mauvais signal adressé aux populations, au regard du contexte actuel. Or, en pareille période, l'Exécutif ne peut se le permettre. Cela reviendrait à semer la confusion dans l'esprit de plus d'un.

Dans tous les cas, au vu des enjeux sanitaires actuels, le gouvernement affiche une fermeté à toute épreuve. Une position largement confortée par la ligne d'action clairement défendue par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, au cours de l'entretien qu'il a eu, mercredi dernier, avec la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, en présence du ministre de la Santé, Dr Guy Patrick Obiang Ndong. Le numéro un gabonais a, en effet, indiqué que priorité doit être donnée "à la protection sanitaire des populations afin que le maximum des vies soit épargné". Et, de toute évidence, au vu de la résurgence de l'épidémie sous d'autres cieux, cette attitude paraît plutôt la mieux indiquée. Quoi qu'il en soit, pour tenter d'apaiser la situation, née de la volonté de certains représentants de confessions religieuses d'ouvrir leurs lieux de culte dimanche 25 octobre, et dans un souci pédagogique, le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Lambert Noël Matha, a multiplié les rencontres avec des hommes de Dieu tout au long de la semaine. Il s'est entretenu, entre autres, avec l'archevêque métropolitain de Libreville, Mgr Jean Patrick Iba-Ba, le leader de la Confédération "Gabon pour

Jésus", Guy Christian Mavioga, et bien d'autres.

Aux uns et aux autres, le ministre en charge du Culte a laissé entendre que la position du gouvernement n'est nullement guidée par une quelconque volonté des pouvoirs publics de museler les ordres religieux. Et que leur seule préoccupation est d'éviter, autant que possible, de mettre en danger les fidèles et les citoyens.

Et à ce qu'il semble, Jean Patrick Iba-Ba et bien d'autres auraient manifesté certaines réticences en affichant leurs désaccords, contrairement à Guy Christian Mavioga et ses compagnons qui auraient rallié la position défendue par le gouvernement. D'autant plus que, selon eux, les pouvoirs publics seraient disposés à revoir à la hausse le nombre de fidèles admis lors des cultes, à ne plus exiger le paiement de la dîme par voie électronique, à ne plus restreindre la célébration de l'eucharistie, etc.

Dans cette optique, ces derniers jours, pour sa part, le ministre de la Santé, le Dr Guy Patrick Obiang Ndong, a multiplié les sorties médiatiques, en réaffirmant la nécessité de ne pas baisser la garde. Car, le virus est bel et

bien encore présent parmi nous. Un message largement relayé, hier, par le porte-parole de la présidence de la République, Jessye Ella Ekogha, lors de sa conférence de presse. En mettant en avant la nécessité d'être prudent et de se garder de lever hâtivement les mesures restrictives. Ce qui prouve à suffisance que l'Exécutif parle d'une même et seule voix et partage la même conviction. Ce qui est loin d'être le cas au sein de la communauté religieuse. Vu que des dissensions y sont apparues. De quoi déboussoler un peu plus les fidèles.



Le gouvernement ne transige pas sur le calendrier qu'il a annoncé : les lieux de culte (ici la cathédrale) avant le 30 octobre.

RENCONTRES AUTORITÉS POLITIQUES ET HOMMES DE DIEU

© D. Maixant MOUSSAVOU
Source : Documentation de l'union

21 JUILLET 2020

Le président de la République, Ali Bongo Ondimba reçoit l'Archevêque métropolitain de Libreville, Mgr Jean Patrick Iba Ba. Au menu de cette rencontre, la réouverture des lieux de culte.

18 SEPTEMBRE 2020

Le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, appelle les pasteurs à la responsabilité au sortir des échanges qu'il a eus avec les représentants des églises de réveil et des églises pentecotistes, charismatiques et églises apparentées.

19 OCTOBRE 2020

Le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha reçoit l'archevêque métropolitain de Libreville, Mgr Jean Patrick Iba Ba. À travers les mesures d'allègement arrêtées par le gouvernement dans leur deuxième déclinaison, il n'y a aucune volonté des pouvoirs publics à vouloir museler les ordres religieux.

22 OCTOBRE 2020

Le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha reçoit les pasteurs étrangers pour leur signifier que les mesures d'allègement énoncées vendredi dernier à Libreville sont progressives et concernent tous les secteurs fortement impactés par la pandémie.

L'Exécutif ferme sur sa position!

"Il n'y a pas de bras de fer entre l'Etat et les confessions religieuses"

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

LA question de la réouverture des lieux de culte est un sujet qui fait l'actualité depuis quelques jours. Ceux-ci avaient été fermés suite à l'apparition du coronavirus au Gabon, en mars dernier. C'était, entre autres, l'une des mesures prises par le gouvernement pour maîtriser la propagation de cet ennemi invisible. Près de sept mois après, les confessions religieuses, notamment l'Église catholique, entend reprendre ses activités le 25 octobre, malgré l'annonce faite par le gouvernement qui

Dans tous les cas, si tant est que Jessye Ella Ekogha a tenu à rassurer les uns et les autres sur cette question, il reste que d'aucuns semblent sceptiques quant au sort qui pourrait être réservé aux confessions religieuses qui tiennent mordicus pour le retour dans leurs chapelles respectives ce dimanche.



Photo: DR

programme cette reprise au 30 du même mois. Malgré cette avancée, le gouvernement ayant enfin fixé une date, certaines confessions religieuses elles, campent sur leur date du 25. Une situation qui a suscité moult interrogations et interprétations. Au regard de cet état de chose, le porte-parole de la présidence de la République a, dans sa traditionnelle conférence de presse, hier, tenu à indiquer ce qu'il en

est. Selon Jessye Ella Ekogha, il n'en est rien de tout ce qui se rapporte ici sur les relations entre le gouvernement et les hommes de Dieu. "il n'y a pas de bras de fer entre l'Etat et les confessions religieuses", a-t-il martelé. Tout en rassurant "qu'il y a toujours eu un dialogue permanent entre les deux parties, qui se fait pour permettre aux fidèles d'y aller dans de bonnes conditions sanitaires".

A en croire l'orateur, les décisions du gouvernement relatives à l'assouplissement des mesures restrictives ne sont pas de nature à mettre en difficulté le peuple gabonais. Bien au contraire, souligne-t-il, en soutenant que l'Etat "a toujours eu un principe de précaution".

Dans tous les cas, si tant est que Jessye Ella Ekogha a tenu à rassurer les uns et les autres sur cette question, il reste que d'aucuns semblent sceptiques quant au sort qui pourrait être réservé aux confessions religieuses qui tiennent mordicus pour le retour dans leurs chapelles respectives ce dimanche. A cette préoccupation, le conférencier, sur un ton d'humour, a répondu : "Je n'ai pas pris avec moi ma boule de cristal. Je ne sais pas ce qui va se passer dimanche. Je sais juste qu'il y a un dialogue permanent".



Le Notre Dame de l'Assomption ne devraient pas accueillir de fidèles

Le RPM appelle à l'apaisement

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

LE président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), Alexandre Barro Chambrier, a animé une conférence de presse, hier, au siège du parti sis au centre-ville. Il était question, pour ce dernier de revenir sur les dernières mesures gouvernementales qui visent à protéger les populations contre le Covid-19, et qui impactent le déroulement normal des acti-

vités des églises. Le président du RPM s'est dit solidaire des confessions religieuses, qui souhaitent un retour à la normale de leurs activités, tout en appelant le gouvernement au dialogue. Pour Alexandre Barro Chambrier, les confessions religieuses ont scrupuleusement respecté, de-

«Il faut des relations apaisées, en sorte de sauvegarder notre vivre ensemble»

puis 8 mois, les mesures édictées par le gouvernement. Elles ont coopéré avec le gouvernement et ont fait preuve de leur volonté de contribuer à combattre le coronavirus au Gabon... "Pourquoi pas plus de 30 personnes lors des messes, alors qu'ailleurs il est toléré plus du double voire même plus ? Pourquoi une messe par semaine, pourquoi interdire l'eucharistie lors de la célébration des messes?". Autant de restrictions que le président du RPM souhaite voir le gouvernement assou-

plir. Alexandre Barro Chambrier a appelé le gouvernement à l'apaisement et au dialogue avec les communautés religieuses. Le tout dans l'optique de permettre aux confessions religieuses de reprendre, le moment venu, leurs activités dans la sérénité, tout en maintenant la vigilance et la prudence. "Il faut des relations apaisées, en sorte de sauvegarder notre vivre ensemble", a-t-il déclaré.